



**Conférence des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr. générale  
23 décembre 2014  
Français  
Original: anglais

**Conseil du commerce et du développement**  
**Commission du commerce et du développement**  
**Réunion d'experts sur les programmes d'intégration sociale**  
**et leurs incidences sur un développement et une croissance**  
**durables et équitables**  
Genève, 27-28 novembre 2014

**Rapport de la Réunion d'experts sur les programmes  
d'intégration sociale et leurs incidences sur un  
développement et une croissance durables et équitables**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, les 27 et 28 novembre 2014

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Résumé de la Présidente.....	2
A. Déclaration liminaire .....	2
B. Sessions informelles .....	2
II. Questions d'organisation.....	6
A. Élection du Bureau .....	6
B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.....	7
C. Adoption du rapport de la réunion.....	7
Annexe	
Participation .....	8



## I. Résumé de la Présidente

1. La Réunion d'experts a principalement porté sur les programmes d'intégration sociale et leurs incidences sur un développement et une croissance durables et équitables dans les pays en développement. Les experts ont également examiné les politiques et stratégies requises pour favoriser la réduction de la pauvreté et un développement équitable et ont notamment tenté de répondre aux questions suivantes:

- Comment les pays en développement pouvaient-ils concevoir et pérenniser des modes de développement plus équitables?
- Quels étaient les liens entre la transformation structurelle, la création d'emplois et une croissance équitable?
- Quelles expériences fructueuses et pratiques optimales des pays en développement ont permis de rendre la croissance plus participative et équitable et, partant, d'agir sur la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et l'équité?
- Comment les pays en développement pouvaient-ils mieux intégrer leurs politiques en matière de protection sociale dans les stratégies nationales de développement?
- Quel rôle la problématique hommes-femmes, le financement, le leadership et l'emploi informel ont-ils joué aux fins de la promotion de l'intégration sociale dans le processus de croissance?

### A. Déclaration liminaire

2. Le Secrétaire général adjoint de la CNUCED a souligné que de nombreux pays en développement n'étaient pas encore parvenus à un développement durable et équitable bien qu'ils aient connu une croissance vigoureuse ces vingt dernières années. Il estimait que le nombre insuffisant d'emplois de qualité créés ainsi que l'absence de mécanismes adéquats et efficaces de redistribution des bénéfices de la croissance expliquaient en partie la faible intégration sociale dans le processus de croissance des pays en développement. Dans ce contexte, il a souligné la nécessité d'adopter des programmes d'intégration sociale dans les pays en développement afin de donner aux groupes vulnérables la possibilité de participer à la croissance économique et d'en tirer parti.

### B. Sessions informelles

3. La réunion comportait trois sessions. La première était consacrée aux capacités productives, à la transformation structurelle et à l'intégration sociale, la deuxième, aux expériences et aux enseignements tirés des programmes d'intégration sociale dans les pays en développement et la dernière, aux questions transversales comme la problématique hommes-femmes, le financement, le leadership et l'emploi informel. Les exposés présentés pendant chacune des trois sessions ont été suivis d'un débat.

#### **Capacités productives, transformation structurelle et intégration sociale**

4. Lors de la première session, le secrétariat de la CNUCED a présenté un exposé insistant sur l'importance des programmes d'intégration sociale pour un développement équitable. Il a souligné que les pays en développement devaient cesser d'utiliser ces programmes comme mesures correctives et plutôt les inclure dans leurs initiatives de renforcement des capacités productives et de transformation structurelle. La participation des pauvres au processus de production était une bonne façon d'améliorer leurs

perspectives dans le processus de développement. En outre, il était généralement souhaitable que des mesures et des politiques d'intégration sociale soient adoptées le plus tôt possible dans le processus de renforcement des capacités productives.

5. Les participants ont également échangé leurs vues sur le thème de la session. Ils ont affirmé que les pauvres n'avaient pas retiré un avantage significatif de la croissance, comme en témoignait la progression des inégalités globales observée depuis quelques décennies, exacerbée par la récente crise mondiale. Ils ont également fait observer que le modèle de développement actuellement appliqué dans la plupart des pays ne générait pas un nombre suffisant d'emplois décents et que cela avait contribué à l'exclusion sociale. Ils ont exhorté les pays en développement à procéder à une transformation structurelle et à inclure des mesures d'intégration sociale dans le programme de transformation.

6. Plusieurs participants ont souligné que les gouvernements et la communauté internationale devaient aborder de manière globale la question des inégalités au niveau national et entre les pays. Ils estimaient que la promotion du développement social n'incombait pas seulement aux gouvernements nationaux, car de nombreux facteurs internationaux influençaient également sur la capacité des gouvernements de promouvoir l'intégration sociale. À cet égard, certains participants ont fait observer qu'il fallait accroître la cohérence et la transparence des conditions régissant l'économie mondiale, le commerce international, le financement et les politiques d'aide afin de favoriser l'intégration sociale à l'échelle mondiale.

7. De l'avis de certains experts, le lien entre croissance et développement n'était pas linéaire, c'est-à-dire que la croissance ne se traduisait pas automatiquement par un développement équitable. Par exemple, il arrivait fréquemment que la croissance ne s'accompagne pas d'une amélioration des indicateurs sociaux. Pour que la croissance soit équitable, elle devait toucher les trois secteurs clefs (agriculture, industrie et services), ne laisser personne pour compte, créer des emplois, réduire les inégalités et favoriser les changements structurels. À cet égard, certains ont fait observer que le développement économique et le développement social devaient être mieux intégrés.

8. Plusieurs participants ont affirmé que les politiques orthodoxes (fondées sur les conditions du marché), notamment les politiques de libéralisation, de privatisation et de stabilisation macroéconomique, ne permettaient guère de remédier aux inégalités (de revenus et des chances), de réduire la pauvreté ni de créer des emplois. À cet égard, il a été noté que le secteur public pouvait contribuer dans une grande mesure à favoriser la transformation structurelle et à faire bénéficier toutes les parties prenantes de la croissance économique. Les réformes gouvernementales ne devaient pas viser uniquement à renforcer l'efficacité, mais devaient aussi prendre en compte les questions d'équité. Pour parvenir à un développement solidaire, général et durable, il était essentiel que les pouvoirs publics interviennent afin de renforcer les capacités productives, de redistribuer les terres et d'améliorer l'accès aux services publics, à l'eau, à l'éducation universelle et gratuite, aux services de santé universels, aux logements subventionnés et à un salaire minimum adéquat.

9. Plusieurs participants ont souligné que la politique sociale agissait comme catalyseur car elle pouvait renforcer les capacités productives des personnes, augmenter le potentiel redistributif des politiques économiques, réduire le prix à payer pour la croissance et protéger la population contre les risques. Dans ce contexte, certains ont fait observer que les politiques et les programmes sociaux devaient être considérés comme un investissement, et non simplement comme un coût.

10. Au cours du débat, un participant a affirmé que les gouvernements devaient souvent choisir entre un système d'aide sociale universel et un système destiné spécifiquement aux pauvres. Cela représentait un problème de taille, en particulier lorsque le ciblage des

pauvres entraînait l'exclusion de la classe moyenne, groupe sur lequel il fallait pouvoir compter pour obtenir un soutien politique en faveur des programmes sociaux.

11. Plusieurs participants ont décrit l'expérience de leur pays avec les programmes sociaux ainsi que les difficultés rencontrées à cet égard en insistant sur le fait que leur efficacité dépendait des efforts conjoints accomplis par toutes les parties prenantes de la société. Un meilleur accès à l'éducation et l'élimination de la discrimination contribuaient également à favoriser l'intégration. Les programmes d'intégration sociale nécessitaient un financement que les pouvoirs publics ne pouvaient offrir à eux seuls. Il fallait trouver le moyen d'inciter le secteur privé à financer une partie des programmes sociaux. Les participants ont également évoqué la nécessité de créer des richesses pour tous, de permettre à tous de tirer profit des possibilités offertes et d'assurer la durabilité des programmes sociaux.

### **Programmes d'intégration sociale: expériences et enseignements**

12. Au cours de la deuxième session, les participants ont passé en revue les expériences et les enseignements tirés des programmes d'intégration sociale dans les pays en développement. Certains ont fait observer que ces programmes devaient être bien conçus pour être mis en œuvre de manière efficace. L'objectif recherché devait être fortement lié aux intérêts de la communauté et s'appuyer sur une vision claire. En outre, les programmes devaient être élaborés de manière à ce que les bénéficiaires puissent s'en affranchir et en tenant compte de leur durabilité.

13. Un participant estimait que les entreprises touristiques locales favorisaient l'intégration sociale dans le secteur du tourisme. En outre, les entreprises touristiques étrangères contribuaient moins que les entreprises nationales à réduire la pauvreté et à améliorer le bien-être de la population locale. Les mesures ou actions visant à promouvoir une offre locale concurrentielle et régulière de biens et de services présentant un intérêt direct pour les industries nationales (soit des liens) étaient peut-être les initiatives d'intégration sociale les plus susceptibles d'avoir un effet catalyseur, en transformant les emplois informels (agriculteurs, artisans et menuisiers, par exemple) en emplois formels. Il a également été mentionné que la mise en œuvre d'un programme d'intégration sociale dans le secteur du tourisme se traduirait nécessairement par une contribution locale précieuse à l'économie du tourisme, et inciterait probablement les parties prenantes locales à améliorer leurs compétences, en particulier si l'État s'efforçait de faciliter leur transition d'une activité économique informelle à une activité formelle.

14. Plusieurs participants ont indiqué que la création d'emplois était un facteur crucial du développement équitable et que les programmes de garantie de l'emploi étaient l'un des moyens que les gouvernements avaient tenté d'adopter pour promouvoir l'intégration sociale. Dans ce contexte, il a été mentionné que les programmes sociaux devaient être appliqués à une échelle optimale pour avoir l'effet souhaité. Il était également important d'investir dans les institutions pour améliorer la capacité du gouvernement de gérer et de mettre en œuvre les programmes de manière efficace.

15. Au cours du débat, certains participants ont indiqué qu'il n'existait pas un modèle, un programme ou un instrument unique pour favoriser l'intégration sociale. Chaque pays devait élaborer des politiques et des stratégies en fonction des circonstances, des ressources ainsi que des cadres culturels et institutionnels qui lui étaient propres. Tous s'entendaient cependant pour dire que les pays en développement devaient renforcer leurs capacités productives, accélérer les changements économiques structurels, favoriser les emplois décents et adopter des politiques d'intégration sociale qui donnaient aux groupes vulnérables la possibilité de participer à la croissance économique et de bénéficier de ses retombées.

16. Un participant a demandé s'il existait des éléments attestant que les programmes d'intégration sociale avaient des incidences positives sur la transformation structurelle. Certains participants ont répondu que même si certains éléments indiquaient que les programmes sociaux contribuaient à la productivité, leurs incidences sur la transformation structurelle étaient plus difficiles à établir et que les chercheurs n'avaient pas examiné cette question de manière approfondie.

17. Une autre question soulevée par les participants au cours du débat concernait le financement des programmes sociaux; des efforts devaient être accomplis pour inciter le secteur privé à investir dans des activités du secteur social. Dans cet esprit, il a été suggéré que la CNUCED donne des orientations au secteur privé pour qu'il soutienne les programmes sociaux.

### **Rôle du financement, de la problématique hommes-femmes, de l'emploi informel et du leadership dans la promotion de l'intégration sociale**

18. Au cours de la troisième session, un participant a dit que les inégalités entre les sexes étaient au cœur des politiques visant à promouvoir l'intégration sociale et que, par conséquent, les gouvernements devaient trouver le moyen d'intégrer plus largement la problématique hommes-femmes dans les stratégies nationales de développement. L'égalité des sexes était un droit, et l'État se devait de garantir ce droit et de le faire respecter. L'exclusion sociale touchant tout particulièrement les femmes, il était essentiel de créer des emplois décents grâce à la transformation structurelle pour inclure celles-ci dans le processus de croissance. Les changements structurels étaient certes très importants, mais les gouvernements devaient soigneusement cibler les femmes et les intégrer dans le débat sur la transformation structurelle. L'intervenant estimait que ce point était d'une importance cruciale parce que, si la transformation se traduisait par la promotion d'activités auxquelles les femmes ne participaient pas très activement, elle serait peu susceptible de promouvoir l'intégration sociale.

19. Un autre participant préconisait une approche visant à inclure la problématique hommes-femmes dans le financement des projets et programmes agricoles. Cette approche consistait à identifier le groupe cible, à élaborer un programme, à le mettre en œuvre, à en assurer le suivi, à l'évaluer et à en déterminer les incidences. Pour mettre les projets en œuvre, il fallait éviter leur appropriation par les élites ainsi que les pressions politiques, et mesurer ou évaluer les programmes concernés. L'intervenant a également souligné la nécessité d'examiner la transformation économique au niveau des ménages plutôt que simplement au niveau national. Si les femmes n'avaient pas voix au chapitre à la maison ou si elles n'avaient aucun contrôle sur les revenus, l'intégration sociale serait difficile à réaliser.

20. L'un des participants a également souligné l'importance du leadership pour la promotion d'un développement équitable. Une mauvaise gouvernance réduisait la marge d'action budgétaire et la capacité des gouvernements de financer des programmes d'intégration sociale. Il fallait par conséquent réduire la corruption dans le secteur public. En outre, les dirigeants devaient se tourner vers l'avenir et avoir la volonté politique d'adopter les mesures correctives nécessaires pour résoudre les problèmes d'exclusion sociale. Il était essentiel d'offrir une éducation de qualité, d'éliminer la corruption, de décourager la consommation ostentatoire et de promouvoir la culture de l'épargne pour promouvoir une croissance équitable. Il fallait aussi que les dirigeants fassent preuve de compassion et de gentillesse et qu'ils comprennent les besoins des groupes vulnérables.

21. Un autre participant a indiqué que, dans les pays les moins avancés, la majorité des emplois se trouvait dans le secteur informel et que le travail non salarié représentait une large proportion de l'emploi informel. Il existait un lien entre travail informel et exclusion sociale dans les pays en développement. L'intervenant a souligné que ces derniers ne

pouvaient pas compter sur la croissance pour réduire l'importance du secteur informel et que, pour régler ce problème, il fallait procéder à une transformation structurelle et, en particulier, aider les travailleurs à abandonner les activités informelles et peu productives. La nature de l'intégration sociale importait aussi, car celle-ci pouvait parfois être inopportune; les modalités d'intégration devaient donc être considérées comme importantes.

22. Au cours du débat, les participants ont souligné l'importance du renforcement des capacités pour accroître la contribution du secteur privé à la promotion d'un développement équitable. Ils ont également encouragé les gouvernements à poursuivre les programmes d'intégration sociale et à les rendre systématiques au lieu d'y recourir d'une manière ponctuelle.

23. Un participant s'est demandé si le leadership était incompatible avec l'égalité et l'intégration sociale. Plusieurs participants ont répondu que le débat sur l'intégration ne portait pas principalement sur l'égalité mais sur l'équité. Les deux concepts n'étaient pas synonymes. La plupart des discussions sur l'intégration sociale concernaient les questions d'équité, et le leadership permettait aux personnes vulnérables de tirer parti de la croissance et de rattraper leur retard dans le processus de développement.

24. Certains participants estimaient que la question des activités informelles en Afrique devait être examinée plus avant, soulignant que la faiblesse des infrastructures contribuait à y favoriser l'emploi informel. Les petites entreprises avaient de la difficulté à se transformer en moyennes et grandes entreprises, et le secteur financier n'aidait pas les petites entreprises à prendre de l'expansion. Les intervenants étaient également d'avis que l'intégration sociale ne pouvait être réalisée sans une intégration financière sur le plan de l'accès aux services financiers, de leur qualité et de leur utilisation. Les gouvernements devaient donc faire de l'intégration financière un élément clef de leurs politiques d'intégration sociale.

25. Un participant a mentionné que le problème de l'exclusion sociale ne concernait pas uniquement l'activité informelle, le secteur formel des pays en développement et des pays développés éprouvant aussi des problèmes similaires. Dans ce contexte, il était important d'aborder la question de l'exclusion sociale d'une manière globale au lieu de se concentrer sur l'économie informelle.

26. Plusieurs participants ont fait observer que le problème de la mauvaise gouvernance n'était pas exclusif aux pays exportateurs de pétrole et qu'il serait donc faux de prétendre que les ressources naturelles étaient à l'origine de la mauvaise gouvernance dans les pays en développement. Certains pays disposant de ressources naturelles abondantes les avaient bien gérées et les avaient utilisées efficacement pour soutenir la transformation économique et un développement équitable.

## II. Questions d'organisation

### A. Élection du Bureau

(Point 1 de l'ordre du jour)

27. À sa séance plénière d'ouverture, la Réunion d'experts a élu le Bureau ci-après:

*Présidente:* M<sup>me</sup> Natalia Pacheco (État plurinational de Bolivie)

*Vice-Président-Rapporteur:* M. Muhammad Takdir (Indonésie)

**B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**

(Point 2 de l'ordre du jour)

28. À sa séance plénière d'ouverture, le 27 novembre 2014, la Réunion d'experts a adopté l'ordre du jour provisoire de la session (distribué sous la cote TD/B/C.I/EM.7/1). L'ordre du jour se lisait comme suit:

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Les programmes d'intégration sociale et leurs incidences sur un développement et une croissance durables et équitables.
4. Adoption du rapport de la réunion.

29. À cette même séance, la Réunion d'experts a décidé que la Présidente établirait un résumé des débats.

**C. Adoption du rapport de la réunion**

(Point 4 de l'ordre du jour)

30. À sa séance plénière de clôture, le 28 novembre 2014, la Réunion d'experts a autorisé le Vice-Président-Rapporteur à établir, sous l'autorité de la Présidente, le rapport final après la clôture de la réunion.

## Annexe

### Participation\*

1. Les représentants des États membres de la CNUCED ci-après ont participé à la réunion:

Afghanistan	Mexique
Algérie	Mozambique
Arabie saoudite	Myanmar
Bangladesh	Népal
Brésil	Philippines
Chili	Pologne
Chine	République dominicaine
Équateur	Singapour
Espagne	Soudan
Éthiopie	Suisse
Indonésie	Thaïlande
Malaisie	Togo
Maroc	Tunisie

2. Les organes, institutions et programmes des Nations Unies ci-après étaient représentés à la session:

Commission économique pour l'Afrique  
 Département des affaires économiques et sociales  
 Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social  
 Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

3. Les institutions spécialisées ci-après étaient représentées à la session:

Fonds international de développement agricole  
 Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  
 Organisation internationale du Travail

4. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées à la session:

*Catégorie générale*

Organisation Camerounaise de Promotion de la Coopération Économique Internationale  
 Village Suisse ONG

---

\* Pour la liste complète des participants, voir le document TD/B/C.I/EM.7/INF.1.